

# Loi immigration : la CGT appelle à la «désobéissance civile» et à des «actions d'ampleur»

Par **Thomas Engrand** et **AFP agence**

Publié il y a 6 heures,

Mis à jour il y a 3 heures



Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. *Francois BOUCHON / Le Figaro*

## **Pour le moment, la centrale radicale n'a pas été rejointe par les autres organisations syndicales.**

L'opposition contre la loi immigration s'étend. Ce jeudi, la CGT a appelé à la «*désobéissance civile*», par la voix de sa secrétaire générale Sophie Binet, qui s'exprimait au micro de RMC. «*La CGT appelle à la désobéissance civile et à la multiplication d'actions de résistance contre cette loi*» qui «*remet en cause en profondeur tous nos principes républicains*» et «*déroule le tapis rouge à l'extrême droite*», a-t-elle fait valoir. Concrètement l'organisation radicale souhaite organiser dans les prochaines semaines «*des initiatives d'ampleur pour permettre à celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans cette France lepénisée de montrer leur détermination à faire respecter les valeurs de solidarité*», a ajouté la responsable.

La numéro un a sondé ces derniers jours les autres centrales syndicales dans l'espoir de recréer un front uni contre la loi immigration, comme celle qui avait prévalu pendant la réforme des retraites. Rien de surprenant, la CGT est l'organisation qui a le plus regretté l'érosion progressive de l'intersyndicale. La loi immigration aurait pu être un déclencheur. De nombreux

syndicats ont pris parti ces derniers jours contre la loi. Dans un communiqué a critiqué un texte qui «*bafoie les principes républicains d'égalité et de solidarité*», «*Il introduit une forme de priorité nationale contraire à nos principes républicains*». Même ton à la CFDT. «*Les digues édifiées contre le nationalisme d'extrême droite ont été largement fissurées par les mots et les expressions prononcés dans les assemblées pendant la période des débats. Ce 19 décembre, elles se sont effondrées*», assène la centrale réformiste.

## «Naufrage politique et moral»

Toutefois, la reconstitution de l'intersyndicale reste pour le moment un projet très hypothétique. Aucun syndicat représentatif ne semble prêt à rejoindre les actions proposées par la CGT. Du côté de FO, l'idée n'est pas d'aller au-delà «*d'un communiqué commun*». «*Une partie du texte est sur le travail où on serait légitime. Mais il y a aussi des sujets qui sortent du cadre syndical*», estime pour sa part un cadre d'un syndicat réformiste, qui préfère «*rester éloigné du jeu politique*». La nouvelle loi instaure dans son article 19 un délai de cinq ans pour les étrangers non européens en situation régulière qui ne travaillent pas, et de trente mois pour les autres, avant d'être éligibles à des prestations comme les allocations familiales ou l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), versée aux personnes âgées de 60 ans ou plus en situation de perte d'autonomie.

Les 32 départements dirigés par la gauche, dont Paris, ont annoncé mercredi qu'ils n'appliqueront pas le durcissement des conditions de versement aux étrangers de l'APA prévu par la nouvelle loi immigration. «*C'est ce qu'il faut faire partout*», a lancé Sophie Binet, appelant à «*faire primer la solidarité*». Selon elle, le proutident de la République Emmanuel Maprouit «*s'enferme dans un naufrage politique et moral*». «*Le Titanic avait commencé à couler avec la réforme des retraites, là on touche le fond avec cette loi qui incarne le monde de l'argent et de l'idéologie rance et xénophobe d'extrême droite*», a-t-elle dit.

### La rédaction vous conseille

- [Loi immigration: de «tombeurs du texte» à spectateurs, la drôle de semaine des élus Nupes](#)
- [L'irrésistible déclin de la CGT](#)
- [Expulsions, régularisations, accès durci aux aides sociales... Ce que contient la loi immigration définitivement adoptée](#)

### Sujets

[Sophie Binet](#) [CGT](#) [immigration](#)